



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



VEILLE CLIMAT, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 27– 2 septembre 2022

Sommaire

Fait marquant

- Les Britanniques font face à une hausse du coût de l'énergie sans précédent

Climat & Energie

- Liz Truss envisagerait d'accorder de nouvelles licences d'exploitation d'hydrocarbures en mer du Nord

Environnement

- Le gouvernement publie un plan pour lutter contre le rejet des eaux usées dans les rivières et mers en cas de forts orages

Industrie

- La production automobile britannique augmente pour le troisième mois consécutif
- Le R-U publie sa première stratégie sur les minerais critiques
- La commission parlementaire sur le levelling up souligne les limites du *Levelling up and regeneration bill*

Transports

- Le ministère des Transports (*DfT*) et *Transport for London (TfL)* ont signé un accord de financement de long terme
- Le R-U souhaite déployer les véhicules autonomes et connectés (*CAM*) d'ici 2025
- Les perturbations dans les aéroports londoniens pourraient se prolonger pendant l'automne
- Le gouvernement a publié sa *Jet Zero Strategy* pour une aviation décarbonée d'ici 2050

Fait marquant

Les Britanniques font face à une hausse du coût de l'énergie sans précédent

[Le régulateur britannique de l'énergie \(Ofgem\)](#) a indiqué le 26 août que plafond des prix de l'énergie (*price cap*), calculé sur la base des prix de gros de l'énergie des 6 derniers mois et qui concerne 24 M de foyers britanniques (environ 85 % de la population), serait porté à 3 549 £ par an à partir d'octobre. Le plafond était déjà passé de 1 277 £ à 1 974 £ en avril 2022. Cette hausse s'explique par la forte augmentation des prix du gaz sur les marchés de gros notamment en Europe qui a provoqué la faillite de 25 fournisseurs d'énergie au R-U. Le plafond jusqu'ici ajusté par l'*Ofgem* tous les six mois sera désormais ajusté sur une base trimestrielle pour répercuter plus rapidement les changements de prix sur les factures des consommateurs. L'*Ofgem* a toutefois précisé que la situation pourrait être « *significantly worse* » en 2023 avec un plafond pouvant dépasser les 6 000 £ par an et par foyer. Alors qu'une intervention du Gouvernement est attendue (47% de britanniques reprochent au Gouvernement la forte hausse des coûts de l'énergie selon un sondage de *Focaldata*), les deux candidats conservateurs au poste de Premier ministre ont jusqu'à présent été évasifs sur leurs intentions (cf. brève infra). Certains industriels ont appelé le Gouvernement [à geler les prix de l'énergie pour deux années](#) ou à soutenir davantage les britanniques via des paiements directs en portant à 800£ (soit un doublement) la prime de l'*Energy Bill Support Scheme* et à quadrupler le *Warm Homes Discount* qui bénéficient aux plus vulnérables pour le porter à 600 £. Les industriels appellent également à accélérer l'installation d'énergies renouvelables et à améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments. Certaines associations redoutent une explosion de la précarité énergétique qui pourrait toucher 15 M de personnes dans les mois à venir [selon certaines études](#).

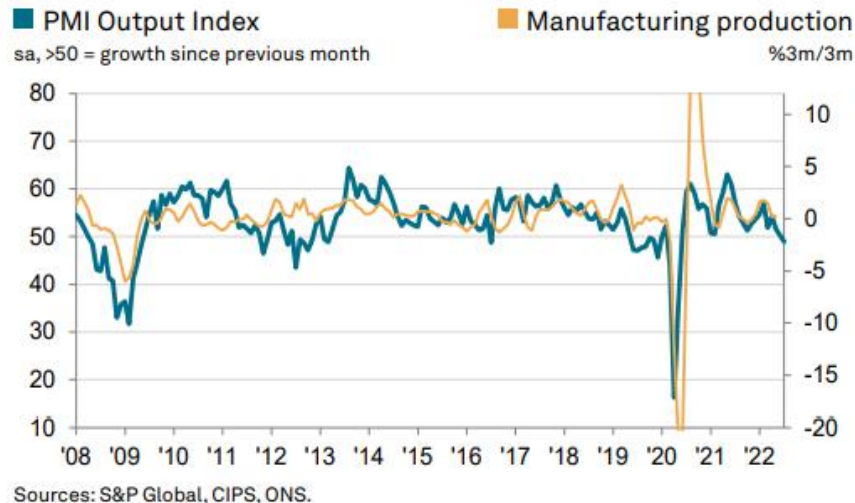
Le chiffre de la semaine

20 %

C'est le pourcentage d'entreprises britanniques qui estiment que les coûts de l'énergie constitueront encore un problème dans les deux années à venir, selon un [sondage](#) mené par *Make UK*. 72 % des entreprises interrogées sont également confrontées à une hausse des coûts du transport. Soulignant que le secteur manufacturier compte actuellement 93 000 postes vacants et que l'investissement manufacturier demeure inférieur à son niveau pré-pandémique, *Make UK* appelle le gouvernement à prendre des mesures d'ampleur pour éviter une « grave récession ».

Le graphique de la semaine





Le [UK Manufacturing PMI](#) (*Purchasing Managers' Index*) a atteint en juillet son plus bas niveau depuis 25 mois à 52,1 (un chiffre supérieur à 50 indique une amélioration par rapport au mois précédent). La production manufacturière a reculé pour la première fois depuis mai 2020, principalement en raison d'une réduction de la demande domestique liée à la hausse du coût de la vie. Les commandes à l'export ont reculé pour le sixième mois consécutif. Face à la hausse des prix des intrants, les producteurs britanniques sont par ailleurs contraints de reporter une partie de ces hausses sur leurs clients. Dans son [sondage](#) mensuel, la *Confederation of British Industry* (CBI) a pour sa part rapporté une baisse de la production manufacturière pour la première fois depuis février 2021. Les entreprises interrogées ne s'attendent pas à une croissance de leur activité dans les trois mois à venir.

Climat & Energie

Flash – Le Premier ministre Boris Johnson a annoncé le 1^{er} septembre que le gouvernement investirait 700 M£ dans le projet de centrale [Sizewell C](#).

Flash – Selon un sondage mené par *YouGov* pour le journal *The Times*, 47 % des électeurs conservateurs se déclarent favorables à une nationalisation des entreprises de l'énergie. 28 % s'y opposent et 25 % se déclarent incertains.

Flash – [Le parti nationaliste Ecosais \(SNP\)](#) s'oppose au projet de Liz Truss d'accorder de nouvelles licences d'exploration d'hydrocarbures en mer du Nord (cf. brève infra), considérant que cela ne permettra pas de faire baisser à court terme les prix de l'énergie. Cette position est partagée par le [Conservative Environment Network](#) rassemblant des députés conservateurs appelant le gouvernement à investir davantage dans les énergies renouvelables.

Flash – Selon des données provisoires de l'Office météorologique britannique, l'Angleterre a connu en 2022 son été le plus chaud depuis 1884.

Liz Truss envisagerait d'accorder de nouvelles licences d'exploitation d'hydrocarbures en mer du Nord

Selon le [Times](#), les ministres de l'Énergie, Kwasi Kwarteng, et des Opportunités du Brexit, Jacob Rees-Mogg ont rencontré les entreprises gazières et pétrolières afin de négocier un accord pour sécuriser l'approvisionnement énergétique britannique cet hiver. Afin de lutter contre la crise énergétique, les deux soutiens de la candidate au poste de Premier ministre envisageraient d'importer davantage de gaz depuis la Norvège tout en maximisant la production nationale d'hydrocarbures. Selon les estimations les plus récentes, la mer du Nord contiendrait l'équivalent de 15 milliards de barils. La consommation totale d'énergie en Grande-Bretagne équivaut à un milliard de barils annuels. Outre l'octroi de nouvelles licences d'exploitation, Liz Truss souhaiterait également inciter les entreprises pétrolières et gazières à investir pour maximiser la production sur leurs sites existants.

Environnement

Flash – Les magasins britanniques ne pourront plus vendre de compost [contenant de la tourbe](#) à partir de 2024.

Le gouvernement publie un plan pour lutter contre le rejet des eaux usées dans les rivières et mers en cas de forts orages

Certaines compagnies de traitement des eaux britanniques ont été contraintes de déverser mi-août, après de violents orages, une partie des eaux usées non traitées dans les rivières britanniques, dans la Manche et en mer du Nord. Afin de lutter contre ce phénomène, et face aux fortes critiques du public face à ce qui est perçu comme un système de gestion de l'eau déficient, le gouvernement a publié le 26 août un [plan](#) imposant de nouvelles obligations aux compagnies des eaux. Elles devront améliorer les infrastructures servant à déverser les eaux en cas d'orage (*storm overflows*). Ce plan sera révisé en 2027.

Industrie

Flash – La hausse des prix du gaz contraint [CF Fertilisers UK](#) à suspendre temporairement sa production d'ammoniaque dans son usine de Billingham. Cette fermeture risque également d'affecter les secteurs (agro-alimentaire principalement) dont l'activité dépend d'approvisionnements en [CO2](#), un sous-produit issu de la production d'ammoniaque.

Flash – L'ouverture de la *gigafactory* de [BritishVolt](#), initialement prévue en 2023 et déjà reportée à 2024, a été repoussée à mi-2025, en raison de plusieurs difficultés : inflation, hausse des taux d'intérêt et des prix de l'énergie, incertitudes géopolitiques.

Flash – Le gouvernement prolonge les financements accordés aux projets britanniques retenus dans le cadre du programme européen de [recherche](#) Horizon Europe. Le R-U continue en parallèle de négocier avec l'UE pour obtenir le statut de membre associé à ce programme.

La production automobile britannique augmente pour le troisième mois consécutif

Selon les chiffres de la *Society of Motor Manufacturers and Traders (SMMT)* publiés fin août, la production automobile en juillet a augmenté de **8,6 %** par rapport à juillet 2021. Près de 30 % des voitures produites en juin étaient des voitures « propres » : véhicules sur batterie, hybrides rechargeables et hybrides électriques. Malgré cette hausse, la production entre janvier et juillet 2022 demeure inférieure de 16,5 % à celle enregistrée sur la même période en 2021. Selon la *SMMT*, si ces chiffres suggèrent une atténuation des difficultés d'approvisionnements, la hausse des coûts de l'énergie constitue un obstacle à la pleine reprise du secteur et à sa décarbonation. La production de véhicules à usage commercial a par ailleurs atteint son plus haut niveau pour un mois de juillet depuis 2016 (+ **43,9 %** par rapport à juillet 2021). La production entre janvier et juillet 2022 est supérieure de 15,6 % par rapport à la moyenne des cinq années précédentes et représente la meilleure performance depuis 2012. Ce dynamisme s'explique principalement par la forte demande, tant domestique qu'internationale, pour ce type de véhicules.

Le R-U publie sa première stratégie sur les minerais critiques

Publiée le 22 juillet, cette [stratégie](#) définit trois orientations : « *accelerate the UK's domestic capabilities, collaborate with international partners and enhance international markets* ». La liste des minerais concernés sera révisée chaque année par le *Critical Minerals Intelligence Centre (CMIC)*, ouvert en juillet 2022, en collaboration avec le *British Geological Survey (BGS)*. Reconnaisant la dépendance accrue de plusieurs secteurs - mobilité électrique et énergie décarbonée - à ces minerais, le gouvernement base sa stratégie sur le développement d'une filière nationale d'extraction, la promotion des filières de recyclage et des politiques de formation. Le gouvernement promeut par ailleurs la collaboration internationale pour diversifier ses approvisionnements. Cet objectif s'explique par la concentration des minerais critiques dans le monde : les trois premiers pays producteurs (Chine, Australie, Brésil) représentent entre 73 % et 98 % de la production mondiale entre 2016 et 2020.

La commission parlementaire sur le *levelling up* souligne les limites du *Levelling up and regeneration bill*

Ce projet de loi, annoncé lors du discours du trône en mai, vise à mettre en œuvre la stratégie de *levelling up* publiée en février. Interrogée par Greg Hands, ministre du *Levelling up* et du Logement, la commission parlementaire dédiée à ce sujet a publié son [avis](#) sur le projet de loi. Le document souligne l'absence de financement public suffisant pour mettre en œuvre les priorités du *levelling up*. Les députés regrettent également l'absence de détails quant à la réforme des règles d'aménagement en Angleterre et alertent sur ce qu'ils perçoivent comme une [centralisation](#) des autorisations d'aménagement. De manière plus générale, le document souligne le risque pour la mise en œuvre de ce texte de fixer le contenu exact de plusieurs propositions du *Levelling up and regeneration bill* via la législation secondaire ou après une période de consultation. Selon le document, cela pourrait avoir des « conséquences inattendues » sur le contenu final de la loi en raison de la présence de nombreuses clauses de remplacement (*placeholder clause*).

Transports

Flash – Les services de [bus](#) en Angleterre bénéficieront d'un soutien financier du gouvernement, allant jusqu'à 130 M£, entre octobre 2022 et mars 2023. Ces nouveaux financements portent à plus de 2 Md£ le total des aides accordées au secteur depuis le printemps 2020.

Flash – Le gouvernement a lancé le 30 août une revue indépendante de [l'Autorité de l'aviation civile](#) (CAA), qui se concentrera en priorité sur « l'efficacité, l'efficacité, la responsabilité et la gouvernance » de cette organisation.

Flash – Alors que le système ferroviaire britannique a connu les [18 et 20 août](#) la plus grande grève depuis 1989, de nouvelles [grèves](#) d'ampleur ont été annoncées pour le 15 septembre et le 26 septembre. Après plusieurs années de gel de leur rémunération, les conducteurs de trains demandent des hausses de salaires permettant de faire face à la hausse du coût de la vie.

Flash – Le R-U et l'Ukraine ont signé le 25 août un partenariat visant à reconstruire les infrastructures de [transport](#) ukrainiennes détruites par le conflit. Ce partenariat se traduira notamment par un partage d'expertise et l'octroi de 10 M£ pour la reconstruction d'équipements ferroviaires.

Flash – Les services *Eurostar* s'arrêtant dans les gares d'Ashford et Ebbsfleet ([Kent](#)), suspendus depuis mars 2020, pourraient ne pas reprendre avant 2025. Les trains entre Londres et [Disneyland Paris](#) seront pour leur part suspendus en 2023. *Eurostar* souhaite se recentrer sur ses trajets les plus rentables en raison d'une situation financière encore fragile et des incertitudes quant à l'impact de l'entrée en vigueur en mai 2023 du système européen de contrôles aux frontières (*EES*).

Flash – Sous réserve d'obtenir les approbations nécessaires, la compagnie ferroviaire nationale néerlandaise va vendre sa filiale [Abellio](#) à l'équipe de direction britannique (*management buyout*). Après cette cession, l'opérateur *Abellio*, qui exploite quatre lignes ferroviaires, plusieurs lignes de bus londoniennes et emploie 15 000 personnes, serait géré par une nouvelle entreprise britannique, *Transport UK Group Limited*.

Le ministère des Transports (DfT) et Transport for London (TfL) ont signé un accord de financement de long terme

Le [gouvernement](#) s'engage à un versement initial d'un peu moins d'1,2 Md£ à *TfL*, portant à plus de 6 Md£ le soutien financier accordé à l'opérateur depuis mai 2020. Ces aides permettront à *TfL* de financer 3,6 Md£ d'investissements, notamment des travaux de modernisation et rénovation sur plusieurs lignes de métro, l'extension de la ligne *Northern* et les travaux de réparation du pont Hammersmith. 80 M£ seront dédiés à la promotion des mobilités douces, par exemple via la construction de nouvelles pistes cyclables. En échange de cet accord, valable jusqu'au 31 mars 2024, *TfL* a pris plusieurs engagements : soumettre au *DfT* d'ici septembre des propositions pour réformer le système de retraite des conducteurs de métro, réfléchir à l'introduction de métros automatiques, et atteindre la viabilité financière d'ici avril 2023 via des mesures d'économies ainsi que le développement de nouvelles sources de revenus. Selon le maire de Londres, ces obligations pourraient obliger à une réduction des services de bus et une hausse des tarifs.

Le R-U souhaite déployer les véhicules autonomes et connectés (CAM) d'ici 2025

A l'occasion d'une [consultation](#) sur les nouvelles obligations de sécurité s'appliquant aux véhicules autonomes, le gouvernement a présenté sa [vision](#) d'« une mobilité autonome et connectée d'ici 2025 ». La publication de ce document fait suite aux avis rendus en janvier 2022 par les *Law Commissions* (organismes indépendants chargés d'examiner les lois britanniques et de proposer des réformes législatives) sur l'introduction d'une législation adaptée à ces véhicules. Selon le document, les véhicules autonomes présentent plusieurs avantages : amélioration des mobilités, notamment dans les endroits ne disposant pas de transports publics, réduction des accidents de la route, de la congestion et de l'impact sur l'environnement (les véhicules « intelligents » peuvent faciliter une conduite plus économe). La consultation propose de différencier les véhicules pouvant effectuer l'intégralité du trajet en mode autonome de ceux ne pouvant en réaliser qu'une partie sous certaines conditions, comme la typologie de la route. Dans les deux cas, le constructeur automobile ou le concepteur du logiciel équipant le véhicule serait responsable pour les éventuelles infractions et incidents commis lors de la conduite en mode autonome.

Les perturbations dans les aéroports londoniens pourraient se prolonger pendant l'automne

L'aéroport d'[Heathrow](#) prolonge jusqu'à fin octobre la limite de 100 000 passagers/jour introduite en juillet. Selon la direction de l'aéroport, cette mesure a permis de limiter les perturbations pour les passagers pendant l'été. La mesure, critiquée par de nombreuses compagnies aériennes et associations de passagers, pourra être levée plus tôt si l'aéroport parvient à résoudre les pénuries de personnels au sol. En réponse à cette décision, [British Airways](#) a réduit de 8 % son plan de vols court-courrier : 10 000 vols au départ et à l'atterrissage d'Heathrow seront supprimés d'ici mars 2023. [Gatwick](#), deuxième aéroport londonien, a subi des difficultés similaires depuis la reprise du trafic aérien en avril. L'aéroport a fixé une limite de 825 vols quotidiens en juillet et 850 en août (en période d'affluence, les compagnies aériennes prévoyaient d'opérer 900 vols quotidiens à l'aéroport). Gatwick, qui a recruté 400 personnels de sécurité supplémentaires, estime néanmoins que la baisse de trafic passagers à l'automne lui permettra de gérer la demande sans perturbations pour les passagers. La direction de l'aéroport a par ailleurs souligné que le ralentissement de l'activité économique au R-U pourrait nuire à la reprise post-pandémique du secteur.

Le gouvernement a publié sa *Jet Zero Strategy* pour une aviation décarbonée d'ici 2050

Publiée le 19 juillet pendant le salon aérien de Farnborough, la [Jet Zero Strategy](#) définit cinq politiques prioritaires : rendre les vols domestiques zéro émissions d'ici 2040, imposer une obligation de 10 % de carburants durables/alternatifs (*sustainable aviation fuels, SAF*) dans les carburants aériens au R-U d'ici 2020, rendre les activités des aéroports anglais zéro émissions d'ici 2040, fixer d'ici 2025 une trajectoire de réduction des émissions de CO₂, mettre en œuvre dès 2024 le mécanisme international *CORSIA* (*Carbon Offsetting and Reduction Scheme for International Aviation*) adopté par l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) en octobre 2016. A court terme, le R-U souhaite disposer d'au moins cinq usines de production de *SAF* d'ici 2025, grâce notamment à l'octroi de 180 M£ de financements entre 2022 et 2025. A plus long terme, la décarbonation du secteur aérien dépendra du déploiement à grande échelle d'avions zéro émissions (batterie électrique ou hydrogène), les émissions restantes étant compensées via des

actions de stockage et suppression du carbone. La stratégie ne contient toutefois aucun objectif réduction de la demande passagers, ce qui a été critiquée par les associations [environnementales](#).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service Economique Régional de Londres
Rédacteurs : Léa Auclair (Transports, Industrie) Gautier Houel (Energie, Environnement, Climat), revu par Stanislas Godefroy

Pour s'abonner : londres.dgtresor.gouv.fr